

Unité interdépartementale des deux Savoie

Chambéry, le 19 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/22

Contexte et constats



Publié sur

SAS KALIAKOUDAS ET FILS

Les Vernays
73540 LA BATHIE

Références : 20220310-RAP-KALIAKOUDAS-InspectionOCPetSuivi-Georisques-vf

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/22 dans l'établissement SAS KALIAKOUDAS ET FILS implanté Les Vernays 73540 LA BATHIE. L'inspection a été annoncée le 01/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS KALIAKOUDAS ET FILS
- Les Vernays 73540 LA BATHIE
- Code AIOT dans GUN : 0006104342
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société KALIAKOUDAS et FILS, représentée par son président M.Georges KALIAKOUDAS, exploite régulièrement, sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 1/10/1993, complété notamment par un APC du 13/04/2012, un centre de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux, ainsi qu'un centre VHU, au sein de son établissement situé en zone artisanale des Vernays sur la commune de La Bâthie.

Le site, qui occupe une surface d'environ 5000 m², emploie neuf personnes. L'activité principale de l'établissement est orientée sur le VHU. L'activité secondaire est le démantèlement de remontées mécaniques ou de sites industriels. Seule une petite partie des déchets issus de ces déconstructions transite sur le site. L'exploitant possède également un livre de police pour l'achat de ferrailles aux particuliers et petits artisans du secteur.

Depuis la parution du décret N° 2012-1304 du 26/11/2012, et comme acté par arrêté préfectoral

complémentaire du 22/12/2013, l'activité de centre VHU de M. KALIAKLOUDAS relève de la rubrique 2712-1 de la nomenclature des installations classées, sous le régime de l'enregistrement, compte tenu de sa surface de 1600 m². Elle est à ce titre réglementée par l'arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux centres VHU relevant du régime de l'enregistrement. Elle fait enfin l'objet d'un agrément délivré par arrêté préfectoral du 19/06/2018. Conformément à l'arrêté ministériel du 14/04/2020, cet agrément est désormais sans limite de validité (6 ans fixés initialement).

Depuis la parution du décret N° 2018-458 du 06/06/2018, l'installation de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux relève quant à elle de la rubrique 2713-1 sous le régime de l'enregistrement également, compte tenu de la surface exploitée supérieure à 1000m² (1500 m²). Le référentiel réglementaire afférent est l'arrêté ministériel du 06/06/2018. Le tri transit regroupement de déchets dangereux continue de relever de la rubrique 2718-1 sous le régime de l'autorisation.

La presse à ferraille et la machine à dénuder relèvent, elles, de la rubrique 2791-2 sous le régime de la déclaration (quantité traitée : 8 t/j).

La visite d'inspection du 10/03/22 s'inscrit dans le cadre de l'opération coup de poing organisée, durant le mois de mars au niveau régional, sur la thématique défense incendie sur les sites industriels soumis au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

Celle-ci a également porté sur les suites à donner aux non-conformités relevées lors des dernières inspections du 9/06/20 et du 28/01/21, la première ayant donné lieu à un arrêté préfectoral de mise en demeure du 10/07/20.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Accessibilité à l'installation
- Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie
- Rétention des eaux d'extinction
- Suivi de l'APMD du 10/07/20
- Suites de l'inspection du 28/01/21

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Numéro du constat	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
3	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/11/12, article 20
5	Analyse des eaux de ruissellement	APMD du 10/07/20, article 1er, point 2 ; AMPG du 6/06/18, article 17
9	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté préfectoral du 23/02/03, article 1

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Numéro du constat	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
1	Etat des matières stockées/Volume des activités	Article 1 ^{er} de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22/12/13
2	Accès à l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/11/12, Articles 13-I, 13-II et 13-III
4	Rétentions	Arrêté Ministériel du 26/11/12, article 25.V
6	Détection de fumées dans les locaux techniques	APMD du 10/07/20, article 1er, point 6
7	Conformité des installations électriques	Article 18 de l'AM du 26/11/12
8	Périmètre du site autorisé : retrait d'un stockage de déchets métalliques sur des parcelles non autorisées	AP du 1/10/93, article 1, 2°

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société KALIAKOUDAS et FILS, représentée par son président M. Georges KALIAKOUDAS, doit fournir dans un délai d'un mois des éléments d'informations complémentaires concernant les

moyens de lutte contre l'incendie (cf constat n°3).

Concernant les eaux de ruissellement, l'exploitant fera réaliser d'ici fin mai 2022, des analyses complémentaires à celles de mars 2021, afin de justifier de l'efficacité et de la suffisance des mesures prises. Cette analyse vaudra également analyse annuelle 2022. Il transmettra les résultats à l'inspection dès réception des résultats (cf constat n°5).

Le point 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10/07/20 sera levé ultérieurement.

Si les résultats d'analyse s'avéraient encore non conformes, d'autres dispositions devront être prises rapidement par l'exploitant pour revenir à la conformité dans les meilleurs délais.

Enfin, pour envisager l'arrêt de la surveillance des eaux souterraines (cf. Constat 9), nous demandons à l'exploitant de réaliser courant 2022 une campagne en période de basses eaux sur les piézomètres du site, ainsi que sur le puits du site.

Enfin, l'exploitant doit transmettre officiellement à la préfecture le dossier de porter à connaissance adressé à l'inspection par courriel.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle n°1 : Etat des matières stockées/volume des activités

Référence réglementaire : Article 1 ^{er} de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22/12/13
Thème(s) : Risques accidentels, matières stockées/volume des activités
Prescription contrôlée : Volume autorisé des activités et des matières stockées.
Constats : Selon l'arrêté, les activités de la société KALIAKOUDAS à La Bâthie relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : <ul style="list-style-type: none">- la rubrique 2718-1 sous le régime de l'autorisation (transit, regroupement, tri de déchets dangereux), uniquement pour le stockage de batteries et pour un seuil maximal autorisé de 25 tonnes,- la rubrique 2712-1 sous le régime de l'enregistrement (centre VHU), sur une surface autorisée de 1600 m²,- la rubrique 2713-1 sous le régime de l'enregistrement (tri, transit et regroupement de déchets métalliques), pour une surface autorisée de 1500 m²,- la rubrique 2791-2 sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique (traitement de déchets non dangereux), comprenant une presse à ferrailles et une machine à dénuder les fils de cuivre, pour une capacité de traitement de 8 t/jour. <p>Il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none">- pour la rubrique 2718-1 la présence d'un stockage d'environ 14 tonnes de batterie, ce qui est conforme à ce qui est autorisé,- pour la rubrique 2712-1, la présence d'environ 130 VHU sur la surface autorisée de 1500m², et une quinzaine de VHU non dépollués stockés sur la parcelle D2068 d'environ 350 m² appartenant à M.KALIAKOUDAS. Cette parcelle n'était pas encore imperméabilisée le jour de l'inspection. L'extension du site sur cette parcelle fait l'objet d'un dossier de porter à connaissance transmis à l'inspection par courriel du 25/03/22 (après la visite donc), au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement (sujet évoqué lors de l'inspection du 28/01/21). L'extension doit permettre de mieux réorganiser le circuit de prise en charge des VHU sur le site. L'exploitant a précisé le 5/04/22 par téléphone avoir retiré les VHU non dépollués de cette parcelle D2068 et commencé les travaux d'imperméabilisation de celle-ci. <p>Il prévoit lors de ces travaux de rajouter un décanteur en aval de cette dalle pour pré-traiter les eaux potentiellement souillées avant qu'elles soient acheminées vers le décanteur débordant situé au nord du site.</p> <p>L'exploitant prévoit également l'implantation d'un poteau incendie qui sera installé le long de cette parcelle.</p>

Cette parcelle, une fois opérationnelle, sera utilisée pour l'entreposage de l'ensemble des VHU non dépollués arrivant sur le site.

- pour la rubrique 2713-1, l'activité de tri, transit et regroupement de déchets métalliques est exercée sur une surface autorisée d'environ 1500 m²,

- pour la rubrique 2791-2, l'exploitant dispose d'une presse à ferrailles et d'une machine à dénuder les fils de cuivre, pour une capacité de traitement de 8 t/jour.

L'exploitant a récemment installé un nouveau broyeur de métaux sur la dalle béton présente au centre du site sur la parcelle D3488, qui est aussi utilisée pour le démontage des ferreux et non ferreux. Ce broyeur, de référence Hammel VB 850 DK, a une capacité de 20 t/heure pour le broyage de la ferraille légère (tôle en aluminium...).

La capacité prévisionnelle projetée par la société KALIAKOURAS pour ce broyeur est de 700 t/an. Ce broyeur ne sera pas utilisé tous les jours, mais en fonction de la quantité à broyer ainsi que de la capacité de stockage du site, et en alternance avec la presse à ferrailles et la machine à dénuder pour ne pas dépasser les 8 tonnes par jour déclarées. Avant la mise en place du broyeur, les ferrailles étaient stockées sur le site, puis envoyées via un prestataire dans une unité de broyage en région lyonnaise puis acheminées en Italie pour la revalorisation. Ce broyeur va permettre désormais de supprimer cette étape de sous-traitance en les broyant directement sur site. Les ferrailles broyées seront des morceaux d'environ 5 cm par 5 cm qui seront stockés dans des bennes en attendant leur enlèvement puis seront ensuite envoyées vers l'Italie pour être revalorisées dans des fours spécifiques.

La quantité de ferrailles traitées avant l'ajout du broyeur était de 1 500 t/an ; elle est estimée à 2 200 t/an après l'ajout du broyeur, ce qui représente, sur 253 jours ouvrés, 8,7 tonnes par jour.

Selon l'exploitant, l'ajout de ce broyeur ne modifie pas le classement de la rubrique ICPE 2791 et permettra de réduire l'impact transport de l'installation. Ce point sera évalué lors de l'instruction du dossier de porter à connaissance des modifications relayées sur le site.

Observations : Nous demandons à l'exploitant de :

- respecter les conditions d'exploitation autorisées à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22/12/13 et de ne pas exploiter la parcelle D2068 tant que celle-ci n'est pas autorisée et n'est pas en mesure d'être exploitée dans des conditions ne présentant pas de risque pour la pollution des sols,

- de nous informer quand les travaux prévus seront achevés :

. imperméabilisation de la parcelle D2068,

. mise en place d'un décanteur en aval de cette dalle,

. implantation du nouveau poteau incendie.

- transmettre officiellement le dossier de porter à connaissance au guichet unique ICPE.

Type de suites proposées : Sans suite puisque l'exploitant a retiré les VHU non dépollués de la parcelle D2068 et que le dossier de porter à connaissance a été transmis à l'inspection des installations classées. L'instruction statuera sur les modifications du site souhaitées par l'exploitant, dans les formes prévues par l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle n°2 : Accès à l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 1/10/93, Article 6-2

Thème(s) : Risques accidentels : Accessibilité

Prescription contrôlée :

6.2 - Accès

Les bâtiments et dépôts seront accessibles facilement par les services de secours.

Les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des Services d'Incendie puissent évoluer sans difficulté.

Constats : Il a été constaté lors de l'inspection que l'installation dispose d'une voie d'accès maintenue dégagée permettant l'accès aux bâtiments, à l'abri VHU et au dépôt de ferraille par les services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle n°3 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
<p>Constats :</p> <p>Le moyen d'alerte utilisé est le téléphone.</p> <p>Les extincteurs du site ont fait l'objet d'une vérification annuelle en février 2022 par la société SICLI.</p> <p>Un poteau incendie du réseau public est situé près de l'entrée du site. Ce poteau est placé sous la responsabilité de la mairie de La Bâthie, conformément à l'article L. 2225-1 du code général des collectivités territoriales. L'exploitant nous a fait indiqué avoir fait la demande à la mairie de La Bâthie pour connaître le débit du poteau incendie public, comme demandé lors des inspections du 9/06/20 et 28/01/21. Il n'a pas eu de retour officiel mais il semblerait que le débit soit insuffisant. Par ailleurs, l'exploitant a fait part de son intention d'installer dans l'emprise de son site, un poteau connecté au poteau public, à environ 30 m de ce dernier, afin de faciliter une intervention des services de secours le cas échéant.</p> <p>Il a précisé que le puits situé à proximité du pont bascule, connecté à la nappe d'accompagnement de l'Isère, présente à faible profondeur, peut également servir de ressource en eau en cas d'incendie. Ce point sera vérifié par l'exploitant à l'occasion d'un prochain contact avec le SDIS.</p>
<p>Observations :</p> <p>Nous demandons à l'exploitant de réaliser les actions suivantes sous 1 mois :</p> <p>1) confirmer que le poteau incendie du réseau public :</p> <ul style="list-style-type: none"> • est d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, • permet de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures (fournir les résultats des mesures de débit),

<ul style="list-style-type: none"> • dispose de prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. <p>2) vérifier avec le SDIS si le puits peut servir ou pas comme ressource en eau d'incendie.</p> <p>3) mettre en place le poteau incendie complémentaire prévu au niveau de la nouvelle aire de stockage des VHU non dépollués, en faisant en sorte qu'il puisse délivrer le débit voulu et qu'il soit conforme aux exigences SDIS.</p> <p>A défaut de ressource suffisante, l'exploitant devra mettre en place une bâche ou toute autre ressource complémentaire alternative.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle n°4 : Rétentions des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25.V
Thème(s) : Risques accidentels, rétentions des eaux d'extinctions incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe ; - les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées.
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que l'aire bétonnée pour l'activité de transit, regroupement, tri de déchets métalliques forme elle-même une cuvette de rétention par rapport à la hauteur du sol.</p> <p>Concernant l'activité VHU, il a été constaté que l'exploitant a installé des murets en béton d'1 mètre de haut environ sur le pourtour de la parcelle D2068, qui sera utilisée prochainement pour l'entreposage des VHU non dépollués arrivant sur le site. Les eaux sont censées être contenues sur la parcelle bétonnée D2068 pour ne pas se disperser sur la surface non imperméabilisée jouxtant celle-ci.</p> <p>En revanche, l'abri où se déroulent les activités VHU n'était pas sous rétention lors de la visite. Depuis l'inspection, l'exploitant a cependant réalisé des travaux : il a réalisé tout le long de l'abri, un mur d'au moins 1 mètre de haut, en bloc de béton à bancher. Cette rétention constitue désormais une connexion avec le reste des rétentions qui sont en place au niveau de la future aire d'entreposage des VHU non dépollués. Les eaux incendie pourront ainsi être retenues sur la dalle bétonnée de l'abri VHU</p> <p>L'exploitant a confirmé la bonne réalisation de ces travaux par téléphone le 7/04/22 et par l'envoi de photographies.</p>
<p>Observations :</p> <p>Nous notons que l'exploitant a fait preuve d'une très bonne réactivité depuis l'inspection pour compléter les dispositifs de rétention des eaux d'extinctions d'incendie du site.</p> <p>Le constat visuel sur site des dispositifs de rétentions pour la partie VHU sera effectué à l'occasion d'une prochaine inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle n°5 : Analyse des eaux de ruissellement

Référence réglementaire : APMD du 10/07/20, article 1er, point 2 ; AMPG du 6/06/18, article 17																															
Thème(s) : Rejets liquides																															
Prescription contrôlée : La société KALIAKOUDAS et FILS a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure du 10/07/20, lui demandant sous un délai de 3 mois de justifier notamment de la réalisation de mesures de concentrations des polluants présents dans les eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées, conformément aux dispositions de l'article 20 de l'AM du 6/6/2018.																															
Constats : Pour mémoire, lors de l'inspection du 28/01/21, 4 des 6 points de la mise en demeure du 10/07/2020 ont pu être levés. L'exploitant s'était engagé à lever les 2 non-conformités restantes dont celle qui suit : - Justifier de la réalisation de mesures de concentrations des polluants présents dans les eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées conformément aux dispositions de l'article 20 de l'AM du 6/06/2018. Des analyses d'eaux pluviales ont été réalisées le 19/04/21 par le bureau de contrôles "ALPES CONTROLES" au droit des 2 points de rejet du site. Des non-conformités concernant les valeurs limites d'émissions fixées à l'article 17 de l'AMPG du 6/06/18 ont été relevées pour les paramètres suivants : <table border="1" style="margin-top: 10px; width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="text-align: left;">Paramètres</th><th style="text-align: left;">Valeur limite d'émission</th><th style="text-align: left;">Concentrations mesurées au point 1</th><th style="text-align: left;">Concentrations mesurées au point 2</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>MES</td><td>100 mg/l</td><td style="color: red;">510</td><td style="color: red;">150</td></tr> <tr> <td>DCO</td><td>300 mg/l</td><td>234</td><td style="color: red;">8680</td></tr> <tr> <td>HCT</td><td>10 mg/l</td><td>1,1</td><td style="color: red;">31</td></tr> <tr> <td>Plomb</td><td>100 µg/l</td><td style="color: red;">290</td><td style="color: red;">390</td></tr> <tr> <td>Cuivre</td><td>150 µg/l</td><td style="color: red;">470</td><td style="color: red;">360</td></tr> <tr> <td>Zinc</td><td>800 µg/l</td><td style="color: red;">2300</td><td style="color: red;">9500</td></tr> </tbody> </table>				Paramètres	Valeur limite d'émission	Concentrations mesurées au point 1	Concentrations mesurées au point 2	MES	100 mg/l	510	150	DCO	300 mg/l	234	8680	HCT	10 mg/l	1,1	31	Plomb	100 µg/l	290	390	Cuivre	150 µg/l	470	360	Zinc	800 µg/l	2300	9500
Paramètres	Valeur limite d'émission	Concentrations mesurées au point 1	Concentrations mesurées au point 2																												
MES	100 mg/l	510	150																												
DCO	300 mg/l	234	8680																												
HCT	10 mg/l	1,1	31																												
Plomb	100 µg/l	290	390																												
Cuivre	150 µg/l	470	360																												
Zinc	800 µg/l	2300	9500																												
Ces analyses nous avaient été transmises par courriel du 17/06/21. En retour, il avait été demandé à l'exploitant, par courrier du même jour, d'expliquer ces dépassements, de faire part des mesures correctives prises ou envisagées, et de programmer une contre-analyse. Nous n'avons pas reçu de réponse écrite de l'exploitant. Lors de la visite, ce dernier a expliqué que pour remédier à ces non-conformités, l'exploitant a placé son atelier de traitement des câbles électriques gainés de plastique en circuit fermé. Il s'affranchit désormais de tout rejet d'eaux usées concernant cet atelier. Concernant les hydrocarbures, il a fait curer les séparateurs hydrocarbures du site par la SCAVI les 28/06/21 et 24/12/21 (bordereaux de suivi des déchets dangereux d'eaux hydrocarbonnées + huiles remis par l'exploitant le jour de l'inspection). L'exploitant n'a cependant pas réalisé de nouvelles analyses pour vérifier si ces actions étaient efficaces et suffisantes pour assurer la conformité des rejets. La mise en demeure concernant ce point ne peut donc pas être levée à ce stade.																															
Observations : Nous demandons à l'exploitant de faire réaliser d'ici fin mai 2022, de nouvelles analyses des eaux de ruissellement, afin de justifier de l'efficacité et de la suffisance des mesures prises. Si les résultats s'avéraient encore non conformes, d'autres dispositions devront être prises rapidement par l'exploitant pour revenir à la conformité dans les meilleurs délais.																															
Type de suites proposées : Susceptible de suite																															
Proposition de suites : Sans objet																															

Nom du point de contrôle n°6 : Détection de fumées dans les locaux techniques

Référence réglementaire : APMD du 10/07/20, article 1er, point 6
Thème(s) : Sécurité
Prescription contrôlée : Mise en demeure : sous un délai de 3 mois de justifier de l'installation des détecteurs de fumées dans les locaux techniques, conformément à l'article 19 de l'AMPG du 26/11/12
Constats : Lors de la visite d'inspection du 28/01/21 l'exploitant avait indiqué qu'il voulait confier à la société JAGER l'installation d'un système de détection d'incendie (9 détecteurs et une centrale). Lors de l'inspection du 10/03/22, il a été constaté que les 9 détecteurs ainsi que la centrale de détection ont été installés dans les locaux techniques. La mise en demeure peut être levée sur ce point.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle n°7 : Conformité des installations électriques

Référence réglementaire : article 18 de l'AM du 26/11/12
Thème(s) : Sécurité
Prescription contrôlée : Demande de l'inspection du 28/01/21 : Faire procéder sous un délai de 3 mois aux travaux de mise en conformité des installations électriques, puis à une nouvelle vérification
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir fait réaliser les travaux de mise en conformité des installations électriques courant 2021, mais ne pas avoir fait faire de vérification. Une vérification a été faite par l'APAVE le 30/03/22, après notre visite. Le rapport APAVE du 4/4/22 ne signale plus de non-conformité des installations électriques mais formule simplement des observations sur 5 points. L'exploitant prévoit d'y remédier courant 2022.
Observations : sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle n°8 : Périmètre du site autorisé : retrait d'un stockage de déchets métalliques sur des parcelles non autorisées

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 1/10/93, article 1, 2°
Thème(s) : Périmètre autorisé pour les activités sur le site
Prescription contrôlée : Demande de l'inspection du 28/01/21 : retrait d'un stockage de déchets métalliques sur des parcelles non prévues dans l'arrêté d'autorisation du 1/10/93
Constats : Lors de l'inspection du 28/01/21, un non-conformité avait été relevée, qui a fait l'objet d'une demande d'action corrective : un stockage de déchets métalliques avait été observé de l'autre côté de la route (rue des Arolles) sur des parcelles non prévues dans l'arrêté d'autorisation : parcelles cadastrales D. 2082 et 2115, propriété de M. Kaliakoudas. Il avait été demandé à l'exploitant, sous un délai d'un mois, de retirer l'intégralité des déchets métalliques stockés sur ces

parcelles. Lors de l'inspection du 10/03/22, il a été constaté que le stockage de déchets métalliques observé lors de la précédente inspection a été retiré des parcelles susmentionnées. Seules des bennes vides y étaient actuellement stockées.
Observations : sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle n°9 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 23/02/2003 prescrivant la surveillance des eaux souterraines, article 1.
Thème(s) : Prévention de la pollution des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Surveillance des eaux souterraines
<p>Constats : Lors de l'inspection du 28/01/21, une autre non-conformité avait été relevée concernant l'absence de surveillance des eaux souterraines. Ce point a fait l'objet d'une demande d'action corrective : il a été demandé dans le rapport d'inspection du 10/02/21 que l'exploitant fasse réaliser 2 campagnes en 2021 (hautes eaux et basses eaux) pour permettre d'actualiser les derniers résultats disponibles, datant de 2007, et confirmer l'inutilité de la prescription le cas échéant. Le rapport de la société ALPES CONTROLES du 16/08/21 restitue la campagne de suivi de la qualité des eaux souterraines réalisée le 23/06/21 en période de hautes eaux sur le site KALIAKOUDAS et Fils.</p> <p>La mission a consisté en la réalisation prélèvements, mesures, observations et analyses sur les eaux souterraines sur 2 piézomètres présents sur le site à l'aval hydraulique. Bien que le puits soit considéré comme point de prélèvement des eaux souterraines, il n'a pas été analysé dans le cadre de cette campagne. En revanche, une analyse a été faite dans le puits, situé à l'entrée du site, à l'amont hydraulique, lors de la campagne d'analyses des eaux pluviales réalisée le 23 mars 2021. Ce puits peut servir de référence pour les 2 piézomètres aval.</p> <p>La campagne réalisée en Juin 2021 confirme l'absence d'impact sur les eaux souterraines à l'aval du site.</p> <p>La société ALPES CONTROLES recommandait la réalisation d'une seconde campagne, en période de basses eaux, avant de proposer l'arrêt de la surveillance, comme l'a demandé l'inspection des installations classées.</p> <p>Aucune analyse de la qualité des eaux souterraines n'a été réalisée depuis. Cette non-conformité ne peut donc être levée à ce stade.</p>
Observations : Pour envisager l'arrêt de la surveillance des eaux souterraines, nous demandons à l'exploitant de réaliser une campagne en période de basses eaux sur les piézomètres du site ainsi que sur le puits du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Sans objet